

# Les revenus **2015** de l'agriculture biologique en Pays de la Loire

*Édition décembre 2016*



**aGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE







# Édito

**C**omme chaque année, les Chambres d'agriculture des Pays de la Loire, en collaboration avec plusieurs centres de comptabilité et de gestion, vous présentent les revenus 2015.

Ces données compilées constituent des références pour les porteurs de projets bio et permettent à chaque agrobiologiste de se situer, et éventuellement de dégager des pistes d'amélioration pour son système. Merci à tous ceux qui ont collaboré pour cette édition.

L'année 2015 a connu une vague de conversions importante en Pays de la Loire (153 conversions pour environ 11 800 ha), cette dynamique s'est amplifiée en 2016 avec près de 320 conversions et 22 000 nouveaux ha en bio. Aussi les chiffres de cette édition vont être regardés de près, particulièrement par les agriculteurs récemment engagés et par ceux qui pensent reprendre une ferme bio ou qui envisagent une conversion.

Le groupe des élevages laitiers bio comprend 183 exploitations, ce qui est conséquent. Au cours de cette année, les résultats des 3 groupes comparés restent stables par rapport à 2014. La consommation des produits laitiers bio augmente, on peut s'attendre à une stabilité des cours pour 2017.

La viande bovine, avec une bonne année fourragère, s'est accompagnée d'une meilleure autonomie alimentaire et d'une bonne maîtrise des charges. Avec des cours stabilisés, les revenus sont sensiblement identiques.

Pour les grandes cultures, les rendements des cultures 2015 ont été satisfaisants et les prix payés sont restés stables depuis les neuf dernières années. La situation financière de ces fermes est saine avec un bon fonds de roulement.

Les autres ateliers analysés nous montrent que l'agriculture biologique, quand elle est bien maîtrisée techniquement, permet de dégager des revenus décents. Cependant, le recours à l'importation est toujours nécessaire.

La progression de la consommation, toujours à plus de 2 chiffres (15 % en 2015, et proche de 20 % au premier trimestre 2016), permet de conforter la production bio et donne envie aux conventionnels de rejoindre les agriculteurs bio.

**Louis Michel**

*Élu au Pôle bio des Chambres d'agriculture  
des Pays de la Loire*

<b>1</b>	<b>Principaux résultats (577 exploitations étudiées).....</b>	<b>p 5</b>
	1.1 Les productions .....	p 6
	1.2 Evolution de l'EBE.....	p 7
	1.3 Le travail sur l'exploitation.....	p 8
	1.4 La SAU.....	p 8
	1.5 Analyse financière.....	p 8
	1.6 Résultats économiques.....	p 9
	1.7 Comparaison des systèmes.....	p 10-11
<b>2</b>	<b>Bovins lait (183 exploitations) .....</b>	<b>p 12</b>
	2.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 14
	2.2 La SAU.....	p 14
	2.3 Les ateliers animaux.....	p 14
	2.4 Analyse financière.....	p 15
	2.5 Résultats économiques.....	p 16
	2.6 Marge brute.....	p 17
<b>3</b>	<b>Bovins viande (53 exploitations).....</b>	<b>p 18</b>
	3.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 19
	3.2 La SAU.....	p 20
	3.3 Les ateliers animaux.....	p 20
	3.4 Analyse financière.....	p 20
	3.5 Résultats économiques.....	p 21
<b>4</b>	<b>Poules pondeuses (14 exploitations).....</b>	<b>p 22</b>
	4.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 23
	4.2 La SAU.....	p 23
	4.3 Les ateliers animaux.....	p 23
	4.4 Analyse financière.....	p 24
	4.5 Résultats économiques.....	p 24
<b>5</b>	<b>Volailles de chair (20 exploitations) .....</b>	<b>p 25</b>
	5.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 27
	5.2 La SAU.....	p 27
	5.3 Les ateliers animaux.....	p 27
	5.4 Analyse financière.....	p 27
	5.5 Résultats économiques.....	p 28
<b>6</b>	<b>Grandes cultures (17 exploitations) .....</b>	<b>p 29</b>
	6.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 31
	6.2 La SAU.....	p 31
	6.3 Analyse financière.....	p 31
	6.4 Résultats économiques.....	p 32
<b>7</b>	<b>Maraîchage (49 exploitations) .....</b>	<b>p 33</b>
	7.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 35
	7.2 La SAU.....	p 35
	7.3 Analyse financière.....	p 35
	7.4 Résultats économiques.....	p 36
<b>8</b>	<b>Viticulture (34 exploitations).....</b>	<b>p 37</b>
	8.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 38
	8.2 La SAU.....	p 38
	8.3 Analyse financière.....	p 39
	8.4 Résultats économiques.....	p 40
	Lexique.....	p 41
	Les conseillers agriculture biologique des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.....	p 42
	Partenaires et contacts.....	p 43-44



Revenus 2015  
de l'agriculture biologique  
en Pays de la Loire

# 577 exploitations étudiées

## Méthodologie

Pour cette édition 2016 des revenus agricoles de l'agriculture biologique en Pays de la Loire, 14 associations de gestion et de comptabilité ont apporté leur concours : AS 49, AS 44 et AS CEFIGA, le réseau des CERFRANCE de la région, les AFOCG 49, 85 et 44, COMPTA-COM GECAGRI, la COGEDIS, le CEGAO et PROCONSEIL.

L'étude est coordonnée par la Chambre d'agriculture du Maine-et-Loire qui utilise à cet effet un outil de compilation des comptabilités garantissant l'anonymat des exploitations.

L'objectif est de déterminer des références économiques par grand système de production pour permettre aux agriculteurs biologiques de la région d'analyser leurs résultats, par rapport à ceux d'exploitations comparables.

Fin 2015, la région Pays de la Loire comptait 2 256 exploitations certifiées bio ou bien en conversion. L'étude présentée ici permet de rassembler 577 exploitations ayant terminé leur phase de conversion bio. Les raisons de cet écart sont nombreuses : différentiel entre

le nombre d'exploitations ayant terminé leur conversion et les exploitations engagées en bio, mixité bio/conventionnel sur l'exploitation, absence de réalisation de comptabilité, dispersion importante entre les centres de comptabilité, clôture comptable sur exercice partiel...

Parmi les comptabilités recensées, certaines ont été écartées, car pour compiler les données, il fallait un exercice de 12 mois, une date de clôture entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015, pas de modification de structure juridique ni de régime fiscal dans l'année...

Dans le premier chapitre de ce document, sont présentées les analyses de l'ensemble de 577 exploitations.

Les chapitres suivants sont consacrés aux résultats des sept sous-groupes, dont les effectifs étaient suffisants pour analyser les résultats : un groupe lait, un groupe viande, un groupe volailles pondeuses, un groupe volailles de chair, un groupe grandes cultures, un groupe maraîchage et un groupe viticulture.

## Pondération des résultats par UTA

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

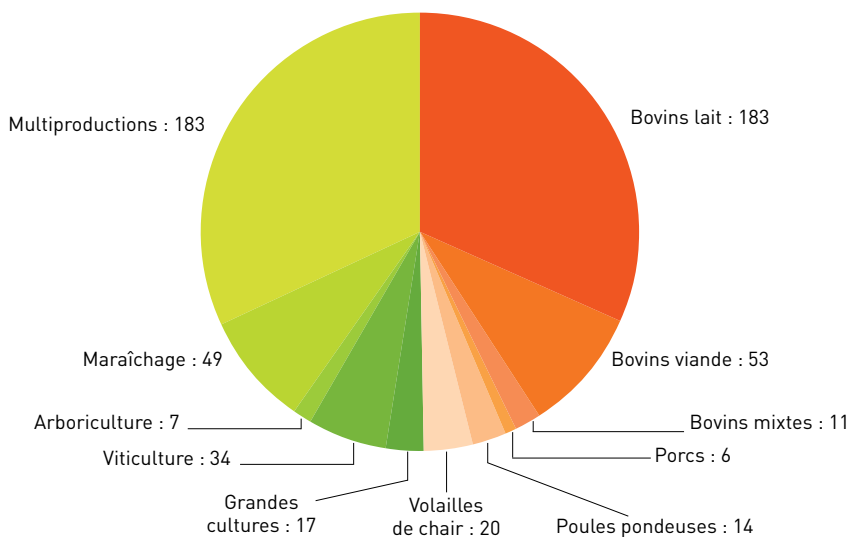
### Avertissement

D'une année à l'autre, les exploitations étudiées ne sont pas strictement les mêmes, de ce fait les comparaisons interannuelles sont délicates. Par ailleurs, la taille réduite de certains groupes (grandes cultures, volailles) doit inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats pour ces systèmes de production.

## 1.1 - Les productions

La constitution de groupes a permis de recenser 394 exploitations spécialisées, c'est-à-dire présentant une production dominante et d'identifier 183 dossiers sans spécialisation marquée (multi-productions).

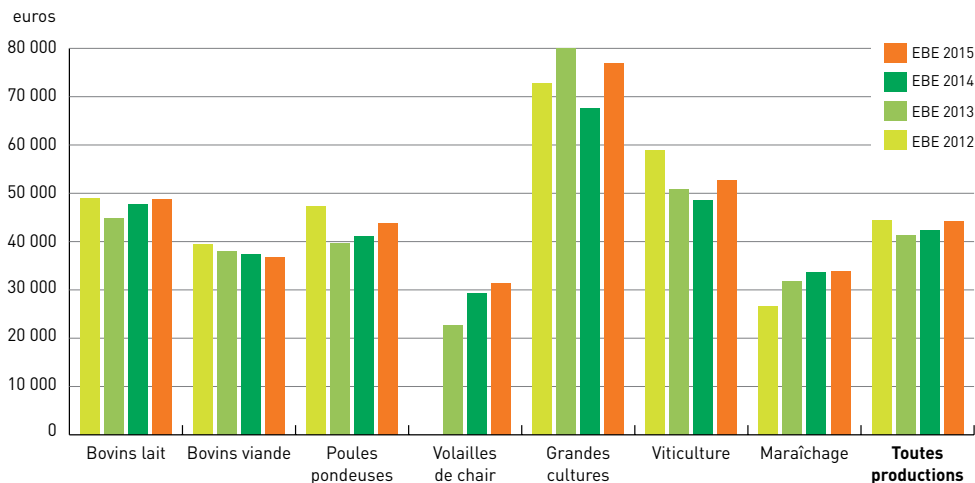
### Productions dominantes des exploitations étudiées



Il apparaît que dans l'échantillon étudié les exploitations laitières sont surreprésentées et à l'inverse la viande bovine et le maraîchage sont sous-représentées (comparaison avec les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire).

## 1.2 - Évolution de l'EBE

L'EBE moyen des exploitations bio du groupe étudié s'élève à 44 206 €/UTA en moyenne en 2015, en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente. Cet « EBE moyen » cache d'importantes disparités suivant les productions.



En bovins lait comme en viande, les résultats sont relativement stables depuis 4 ans. L'EBE pour l'exercice 2015 s'établit à 48 658 €/UTA en lait et à 36 792 €/UTA en viande.

En poules pondeuses et en volailles de chair, l'EBE augmente de 7 % cette année.

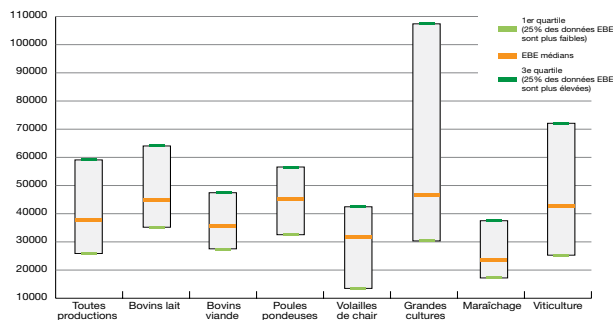
En grandes cultures, après une baisse importante sur l'exercice précédent, l'EBE augmente de 14 %. L'EBE est aussi en légère augmentation en viticulture (+ 7 %) reflétant des productions végétales sensibles aux aléas climatiques.

L'EBE se maintient en maraîchage : après de médiocres résultats en 2012, il est pour la deuxième année consécutive proche de 34 000 €/UTA.

L'EBE moyen des exploitations bio des Pays de la Loire est légèrement inférieur à celui de l'ensemble des exploitations du Grand Ouest (47 514 €/UTA en conventionnel \*).

L'efficacité économique moyenne, qui correspond au ratio EBE/produit, est de 31 %.

Le résultat courant 2015 moyen s'élève à 20 498 €/UTA.



En 2015, la dispersion de l'EBE par UTA est forte en grandes cultures et en viticulture, ce qui incite à être vigilant lors de simulations s'appuyant sur la moyenne pour ces deux filières.

\* Source : Les références 2015 des entreprises agricoles du Grand Ouest - Chambres d'agriculture 37, 41, 44, 49, 72, 79 - AGC du GIE ENTRAS



## 1.3 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Les 577 exploitations étudiées		Exploitations bio des Pays de la Loire*	Exploitations des Pays de la Loire**
	Total	Par exploitation		
<b>Nombre d'entreprises</b>	577		2 256	29 050
→ dont individuelles	205		44 %	51 %
→ dont sociétés	372			
<b>Nombre d'UTA</b>	932	1,6	1,5	1,3
→ dont en société	698	1,9		
<b>Nombre d'UTH</b>	1 368	2,4		

\*Source : observatoire régional de l'agriculture biologique - Données 2015 - Exploitations bio et conversion.

\*\* Source : Agreste - Estimations 2015.

## 1.4 - La SAU

### La répartition du foncier

	Les 577 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations des Pays de la Loire
	[/UTA]	Moyenne [ha]	Moyenne [ha]
<b>Surface totale</b>	51,7		
→ dont fermage	47,7		
→ dont propriété	4		
<b>Surface agricole utile</b>	51,3	37 ha par UTH fam.	54 ha par UTH fam.

### Utilisation de la SAU

	Les 577 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations des Pays de la Loire
		Moyenne [% SAU]	Moyenne [% SAU]
<b>Grandes cultures</b>	22 %	22 %	40 %
<b>Fourrages</b>	72 %	72 %	56 %
<b>Cultures spécialisées</b>	3 %		
<b>Plantations</b>	2 %	} 6 %	} 4 %
<b>Autres</b>	2 %		

## 1.5 - Analyse financière

Bilan (€)	Les 577 exploitations étudiées
<b>Capital d'exploitation par UTA</b>	230 091
<b>Taux d'endettement</b>	55 %
→ dont à court terme	15 %
<b>Fonds de roulement en % des stocks</b>	114 %
<b>Annuités en % de l'EBE</b>	52 %
<b>EBE en % du capital</b>	19 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.



## 1.6 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Les 577 exploitations étudiées - SAU = 51,3 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
<b>Produit brut</b>	<b>141 689</b>	<b>2 763</b>	<b>100 %</b>
(-) Charges opérationnelles	32 936	642	23 %
(-) Charges directes	6 752	132	5 %
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>102 001</b>	<b>1 989</b>	<b>72 %</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>8 356</b>	<b>163</b>	<b>6 %</b>
Fermages et charges locatives	7 156		
Entretien	1 200		
<b>Mécanisation</b>	<b>15 606</b>	<b>304</b>	<b>11 %</b>
Carburants et lubrifiants	3 065		
Locations matériels et travaux par tiers	8 187		
Entretien, réparations petits matériels	4 354		
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>16 306</b>	<b>318</b>	<b>12 %</b>
Main-d'œuvre permanente	8 870		
Charges sociales des exploitants	7 436		
<b>Autres charges de structure</b>	<b>17 527</b>	<b>342</b>	<b>12 %</b>
Eau, gaz, électricité	2 390		
Autres fournitures	4 355		
Assurances	3 233		
Honoraires	2 818		
Transports et déplacements	1 451		
Impôts et taxes	415		
Autres charges d'exploitation	2 865		
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>57 795</b>	<b>1 127</b>	<b>41 %</b>
<b>Excédent Brut d'Exploitation (EBE)</b>	<b>44 206</b>	<b>862</b>	<b>31 %</b>
Charges financières	3 640	71	3 %
Amortissements	20 062	391	14 %
Autres charges	6		
<b>Résultat courant</b>	<b>20 498</b>	<b>400</b>	<b>14 %</b>

## 1.7 - Comparaison des systèmes

	Bovins lait	Bovins viande	Poules pondeuses	Volailles de chair
Nombre d'entreprises	183	53	14	20
Nombre d'UTA par exploitation	1,8	1,3	1,2	1,1
Nombre d'UTH par exploitation	2,1	1,3	1,4	1,2
SAU par UTA	57,6	88,4	18,3	24,0

### Le résultat par UTA

Total (€)	22 909		17 869		17 094	16 573
	/ha	% PB	/ha	% PB	% PB	% PB
Produit brut	2 208	100 %	1 094	100 %	100 %	100 %
Charges opérationnelles	394	18 %	147	13 %	61 %	68 %
Charges directes	37	2 %	11	1 %	1 %	3 %
Marge brute globale	1 777	80 %	937	86 %	38 %	29 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	845	38 %	416	38 %	20 %	15 %
Résultat courant	398	18 %	202	18 %	8 %	8 %

### Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ par UTA	236 735	267 066	206 067	133 785
→ par UTH	199 576	252 528	180 667	127 333
→ par ha	4 112	3 021	11 252	5 573
Taux d'endettement	55 %	40 %	76 %	72 %
→ dont endettement court terme	12 %	12 %	19 %	33 %
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	3 %	3 %	3 %	3 %
Annuités/EBE	51 %	57 %	54 %	54 %
Fonds de roulement/stocks	147 %	117 %	86 %	67 %
EBE en pourcentage du capital	21 %	14 %	21 %	23 %

### Utilisation de l'EBE/UTA

EBE	48 658	36 792	43 814	31 260
Annuités	24 788	21 040	23 751	16 751

	Grandes cultures	Viticulture	Maraîchage	Les 577 exploitations étudiées
Nombre d'entreprises	17	34	49	577
Nombre d'UTA par exploitation	1,4	1,4	1,8	1,6
Nombre d'UTH par exploitation	1,8	4,9	3,5	2,4
SAU par UTA	100	14,1	8,0	51,3

### Le résultat par UTA

Total (€)	30 494		23 973		20 356		20 498	
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB	/ ha	% PB
Produit brut	2 216	100 %	17 758	100 %	12 882	100 %	2 763	100 %
Charges opérationnelles	371	17 %	440	2 %	1 756	14 %	642	23 %
Charges directes	47	2 %	3 457	19 %	1 530	12 %	132	5 %
Marge brute globale	1 798	81 %	13 860	78 %	9 596	74 %	1 989	72 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	770	35 %	3 736	21 %	4 251	33 %	862	31 %
Résultat courant	305	14 %	1 703	10 %	2 558	20 %	400	14 %

### Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ par UTA	325 217	373 304	101 176	230 091
→ par UTH	251 540	108 493	51 126	156 657
→ par ha	3 254	26 511	12 713	4 487
Taux d'endettement	57 %	59 %	57 %	55 %
→ dont endettement court terme	16 %	25 %	17 %	15 %
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	2 %	3 %	2 %	3 %
Annuités/EBE	56 %	66 %	31 %	52 %
Fonds de roulement/stocks	156 %	88 %	172 %	114 %
EBE en pourcentage du capital	24 %	14 %	33 %	19 %

### Utilisation de l'EBE/UTA

EBE	76 919	52 613	33 835	44 206
Annuités	42 864	34 636	10 461	23 148



# Bovins lait (183 exploitations)

Le groupe des élevages laitiers bio comprend cette année 183 exploitations, dont 52 individuelles (28 %). Trois groupes d'éleveurs ont été identifiés en fonction de la part de maïs dans la surface fourragère (0 % ; 3 à 15 % ; plus de 15 %). La proportion d'éleveurs sans maïs baisse de 3 points (32 % des exploitations laitières bio contre 35 % l'année précédente). Parmi les exploitations qui ont un peu de maïs ensilage dans leur assolement, 1/3 a plus de 15 % de maïs dans sa surface fourragère.

46 % des exploitations individuelles n'ont pas de maïs contre 26 % des exploitations sociétaires (26 %).

La main-d'œuvre moyenne par exploitation est de 2,1 UTH (comme l'an passé). L'élevage laitier bio moyen livre 193 000 litres par UTA (+ 10 000 l/année précédente et + 20 000 l par rapport à l'année 2013) avec 37 vaches sur 58 ha de SAU consacrés à 86 % à la surface fourragère. Le chargement apparent moyen est de 1,2 UGB/ha SFP (en augmentation de 0,1 UGB/ha par rapport aux années précédentes).

## Regard sur les résultats

Les résultats économiques de 2015 correspondent en moyenne à des exercices comptables clôturés en juin 2015 ce qui englobe la production de maïs de 2014 et l'herbe de l'été-automne 2014 et du printemps 2015. Cette période climatique est plutôt très favorable globalement sur la région ce qui explique notamment l'augmentation du chargement. Le poids des charges opérationnelles (18 % du produit brut) et celui des charges de structure (44 % du produit brut) tout comme l'efficacité économique des exploitations (EBE/produit brut de 38 %) sont identiques à ceux de l'année précédente. Le résultat courant par UTA est proche de 23 000 €, en baisse de 1 000 €

par rapport à l'année précédente en lien notamment avec un peu plus d'amortissements par UTA.

Le lait vendu par vache est en moyenne de 5 265 l/an, similaire à celui de l'année précédente. Ce chiffre est fortement lié au pourcentage de maïs dans la SFP, comme l'année précédente, avec les résultats suivants :

- + de 15 % de maïs : 6 050 l/VL (+ 30 l par rapport à l'année précédente),
- de 3 à 15 % de maïs : 5 300 l/VL (= à l'année d'avant),
- 0 % de maïs : 4 550 l/VL (+ 80 litres par rapport à l'année d'avant).

Les écarts restent significatifs (750 l/VL/an) entre chaque classe.

Les charges de structure hors amortissements et frais financiers se diluent avec l'augmentation du volume de lait/UTH et la part de maïs. Les charges opérationnelles évoluent en sens inverse avec 7 points de plus chez ceux qui ont plus de 20 % de maïs dans la SFP (21 % du produit brut consacrés aux charges opérationnelles) par rapport à ceux qui n'ont pas de maïs (14 % du produit brut).

Au cours de cette année globalement favorable d'un point de vue climatique, les écarts de résultats entre systèmes fourragers sont, en moyenne, peu conséquents même si le système tout herbe dégage un revenu un peu inférieur (20 000 €/UTH contre 24 000 €/UTH dans les systèmes avec maïs). La dimension plus faible des élevages tout herbe (70 000 litres de lait en moins par travailleur et 38 000 €/UTH de produit en moins) n'est pas totalement compensée par une plus forte efficacité économique (42 % d'EBE/produit au lieu de 36 %) par rapport aux élevages avec beaucoup de maïs.

**Didier Desarmenien et les conseillers**  
du réseau lait des Pays de la Loire

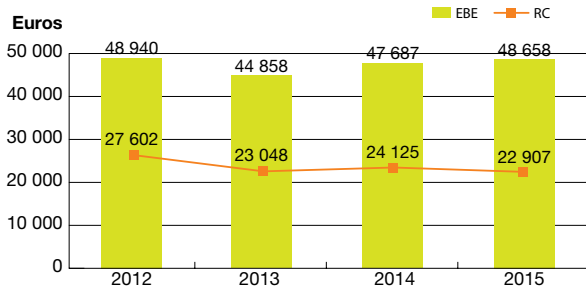
L'année comptable suivante 2015-2016 a été à nouveau tout à fait favorable d'un point de vue climatique pour les éleveurs laitiers bio de la région avec un excellent automne 2015 pour le pâturage. Le prix du lait bio a légèrement baissé (entraîné par la baisse du prix conventionnel) mais de façon modérée. On peut ainsi s'attendre à des résultats économiques globalement stables chez les éleveurs laitiers bio sur l'année suivante.

La consommation de produits laitiers bio continue à augmenter et de nouveaux débouchés pour le lait bio, notamment à l'exportation. Ainsi, l'écart de prix entre le lait conventionnel (crise de surproduction) et le lait bio a augmenté fortement en 2015-16 et

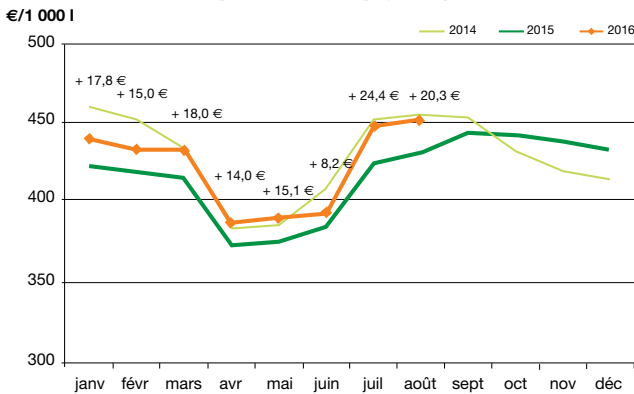
a incité de nombreux producteurs laitiers à engager une conversion bio début 2016. Ces conversions bio n'apporteront du lait bio que d'ici fin 2017 – début 2018 ce qui pourrait déstabiliser légèrement et temporairement le marché. D'ici là, le marché devrait rester assez favorable, avec un prix du lait bio rémunérateur pour les producteurs.

Beaucoup d'éleveurs laitiers bio vont arriver à l'âge de la retraite. Le défi sera également de transmettre ces exploitations à des nouveaux éleveurs laitiers bio pour continuer à développer la production laitière bio garante de bonnes pratiques environnementales et pourvue de valeur ajoutée pour notre région.

### Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins lait bio)



### Évolution du prix du lait bio payé au producteur



Prix du lait bio à la production, toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38 g de MG, 32 g de MP).

## 2.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Groupe lait					Réseau lait bio
	Total	Par exploitation	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP	
Nombre d'entreprises	183		59	84	40	14
→ dont individuelles	52		24	17	11	0
→ dont sociétés	131		35	67	29	14
Nombre d'UTA	321	1,8	1,6	1,8	2	
→ dont en société	260	2	1,9	1,9	2,2	
Nombre d'UTH	380	2,1	1,8	2,1	2,4	2,4 par exploitation (dont 0,6 UTH salarié)

## 2.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Groupe lait				Réseau lait bio
	Moyenne (/UTA)	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP	Moyenne (/UTH)
Surface totale (ha)	58,1	55,8	60,9	55,4	
→ dont fermage	54,7	50,7	57,8	53,6	
→ dont propriété	3,4	5,1	3,1	2	
SAU	57,6	55	60,5	55	49 ha par UTH

### Utilisation de la SAU

	Groupe lait				Réseau lait bio
	Moyenne	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP	Moyenne
Grandes cultures	14 %	15 %	13 %	15 %	15 %
Fourrages	86 %	85 %	87 %	85 %	85 %

## 2.3 - Les ateliers animaux

	Groupe lait				Réseau lait bio
	Moyenne	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP	Moyenne (/UTH)
UGB/ha de SFP	1,2	1,1	1,1	1,3	1,15
% maïs fourrager/SFP	9 %	0 %	10 %	20 %	12 %
Nombre de vaches laitières/UTA	36,6	34,4	37,4	37,4	32
Lait vendu/UTA	192 707	156 395	198 033	226 403	204 200
Lait vendu par vache	5 265	4 546	5 295	6 054	6 240

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

## 2.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe lait				Réseau lait bio
	Moyenne	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP	Moyenne (/UTH)
Capital d'exploitation par UTA	236 735	214 595	238 490	260 112	
Taux d'endettement	55 %	49 %	55 %	61 %	42 %
→ dont court terme	12 %	8 %	12 %	15 %	
Fonds de roulement en % des stocks	147 %	171 %	150 %	121 %	
Annuités en % de l'EBE	51 %	47 %	53 %	52 %	40 %
EBE en % du capital	21 %	21 %	21 %	20 %	26

### Charges opérationnelles

	Groupe lait			
	Moyenne	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP
Charges de cultures (€/ha SAU)	77	46	77	115
→ dont engrais	22	16	22	31
→ dont semences	54	30	55	82
→ dont produits défense sanitaire	1	0	0	2
Charges d'élevage (€/UGB)	253	176	254	333
→ dont aliments animaux SFP	143	86	138	217
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	34	29	36	34
→ dont travaux par tiers animaux	76	61	80	82
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	394	264	386	567
Total charges directes (€/ha SAU)	37	46	29	43

### Coûts de mécanisation

	Groupe lait			
	Moyenne	0 % de maïs dans la SFP	De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP	Plus de 15 % de maïs dans la SFP
Total charges de mécanisation	350	326	340	398
→ dont carburant lubrifiant	59	48	58	74
→ dont entretien réparations	77	71	74	91
→ dont travaux par tiers et location de matériel	161	131	166	184
→ dont amortissements	53	76	42	49

## 2.5 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Groupe lait												Réseau lait bio			
	Moyenne SAU = 57,6 ha				0 % de maïs dans la SFP SAU = 55 ha				De 3 % à 15 % de maïs dans la SFP SAU = 60,5 ha					plus de 15 % de maïs dans la SFP SAU = 55 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %		€/UTA	€/ha	en %
<b>Produit brut</b>	127 110	2 208	100 %	100 %	108 105	1 966	100 %	100 %	129 326	2 136	100 %	100 %	145 833	2 649	100 %	100 %
→ dont subventions exploitation	20 221	351	16 %		18 540	337	17 %		19 968	330	15 %		22 730	413	16 %	
(-) Charges opérationnelles	22 696	394	18 %		14 516	264	14 %		23 394	386	18 %		31 238	567	21 %	
(-) Charges directes	2 135	37	2 %		2 528	46	2 %		1 758	29	1 %		2 378	43	2 %	
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>102 279</b>	<b>1 777</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>91 061</b>	<b>1 656</b>	<b>84 %</b>	<b>84 %</b>	<b>104 174</b>	<b>1 721</b>	<b>81 %</b>	<b>81 %</b>	<b>112 217</b>	<b>2 039</b>	<b>77 %</b>	<b>75 %</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>8 430</b>	<b>146</b>	<b>7 %</b>	<b>7 %</b>	<b>8 204</b>	<b>149</b>	<b>8 %</b>	<b>8 %</b>	<b>8 426</b>	<b>139</b>	<b>7 %</b>	<b>7 %</b>	<b>8 708</b>	<b>158</b>	<b>6 %</b>	<b>6 %</b>
Fermeages et charges locatives	7 191				7 172				7 129				7 331			
Entretien	1 239				1 032				1 297				1 377			
<b>Mécanisation</b>	<b>16 918</b>	<b>294</b>	<b>13 %</b>	<b>13 %</b>	<b>13 733</b>	<b>250</b>	<b>13 %</b>	<b>13 %</b>	<b>17 950</b>	<b>297</b>	<b>14 %</b>	<b>14 %</b>	<b>18 797</b>	<b>341</b>	<b>13 %</b>	<b>7 %</b>
Carburants et lubrifiants	3 377				2 620				3 499				4 057			
Locations matériels et travaux par tiers	9 229				7 191				10 064				10 101			
Entretien, réparations petits matériels	4 312				3 922				4 387				4 639			
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>13 103</b>	<b>228</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>9 832</b>	<b>179</b>	<b>9 %</b>	<b>9 %</b>	<b>13 556</b>	<b>224</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>16 191</b>	<b>294</b>	<b>11 %</b>	<b>10 %</b>
Main-d'œuvre permanente	4 870				2 729				4 817				7 557			
Charges sociales des exploitants	8 233				7 103				8 739				8 634			
<b>Autres charges de structure</b>	<b>15 170</b>	<b>263</b>	<b>12 %</b>	<b>12 %</b>	<b>14 279</b>	<b>259</b>	<b>13 %</b>	<b>13 %</b>	<b>15 246</b>	<b>251</b>	<b>12 %</b>	<b>12 %</b>	<b>16 095</b>	<b>292</b>	<b>11 %</b>	<b>9 %</b>
Eau, gaz, électricité	2 641				2 717				2 359				3 084			
Autres fournitures	3 555				3 140				4 013				3 186			
Assurances	3 246				3 109				3 295				3 319			
Honoraires	2 439				2 441				2 362				2 581			
Transports et déplacements	724				739				685				780			
Impôts et taxes	304				276				268				405			
Autres charges d'exploitation	2 261				1 857				2 264				2 740			
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>53 621</b>	<b>931</b>	<b>42 %</b>	<b>42 %</b>	<b>46 048</b>	<b>837</b>	<b>43 %</b>	<b>43 %</b>	<b>55 178</b>	<b>911</b>	<b>43 %</b>	<b>43 %</b>	<b>59 791</b>	<b>1 086</b>	<b>41 %</b>	<b>32 %</b>
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>48 658</b>	<b>845</b>	<b>38 %</b>	<b>38 %</b>	<b>45 013</b>	<b>818</b>	<b>42 %</b>	<b>42 %</b>	<b>48 996</b>	<b>809</b>	<b>38 %</b>	<b>38 %</b>	<b>52 426</b>	<b>952</b>	<b>36 %</b>	<b>43 %</b>
Charges financières	3 827	66	3 %	3 %	3 313	60	3 %	3 %	3 942	65	3 %	3 %	4 229	77	3 %	2 %
Amortissements	21 228	369	17 %	17 %	20 681	376	20 %	20 %	20 441	338	16 %	16 %	23 382	425	17 %	16 %
Autres charges	696				1 184		1 %	1 %	307				847			
<b>Résultat courant</b>	<b>22 907</b>	<b>398</b>	<b>18 %</b>	<b>18 %</b>	<b>19 835</b>	<b>361</b>	<b>18 %</b>	<b>18 %</b>	<b>24 306</b>	<b>401</b>	<b>19 %</b>	<b>19 %</b>	<b>23 968</b>	<b>435</b>	<b>16 %</b>	<b>25 %</b>



## 2.6 - Marge brute

<b>Marge brute du lait bio en €/1 000 litres vendus Clôtures comptables 2015</b>	
Produit €/1000 l	521
Prix du lait €/1000 l	455
Produit viande €/1000 l	66
Charges €/1000 l *	148
Charges alimentaires €/1000 l	107
→ dont coût de la SFP €/1000 l	38
→ dont coût concentrés et minéraux achetés €/1000 l	30
→ dont coût concentrés intra-consommés €/1000 l	39
Frais d'élevage €/1000 l	30
Frais vétérinaires €/1000 l (Honoraires et achats médicaments)	11
<b>Marge brute €/1000 l</b>	<b>373</b>

\* Les achats de paille n'ont pas été comptabilisés dans les charges opérationnelles

Nombre de dossiers étudiés	95
Quantité de lait brut vendu (l)	349 167
Effectif VL	67
Surface SFP	93
Chargement (UGB/ha de SFP)	0,98
Lait brut vendu par VL (l/VL)	5 239

# Bovins viande (53 exploitations)

Le groupe comprend 53 exploitations spécialisées en viande bovine dont 60 % sous forme individuelle. Ces élevages détiennent 51 vaches allaitantes par unité de travailleur agricole (UTA), ce qui correspond à un troupeau de 64 vaches par élevage. La surface se stabilise et atteint 88 ha par UTA soit 111 ha par exploitation. La surface fourragère occupe 91 % de la SAU. Le chargement observé de 1,1 UGB/ha de surface fourragère est conforme à la moyenne de la région.

## Des résultats économiques très stables

Avec de bons moyens de production, le produit viande bovine hors aides est stable et représente deux tiers du produit total. Avec des charges opérationnelles très faibles (14 % du produit) et des charges de structure stables, l'excédent brut d'exploitation (EBE) atteint 36 800 € par UTA soit 38 % du produit. Ces résultats sont stables et voisins de ceux du groupe conventionnel (37 740 €\*). Les exploitations en

conventionnel ont en moyenne 9 vaches de plus par UTA. L'EBE par vache de 720 € est supérieur de près de 100 € par rapport aux éleveurs conventionnels.

La part des aides est importante, elle représente dans les systèmes bio un tiers du produit contre 23 % en conventionnel. L'EBE représente ici 14 % du capital contre 11 % pour les conventionnels\*.

Les charges de cultures sont très faibles avec peu d'engrais et pas de produits phytosanitaires. Le coût de concentré acheté est bien maîtrisé avec le retour à de bonnes années fourragères. Les charges d'élevage sont faibles malgré les achats de paille. La charge globale de mécanisation diminue depuis 2 ans pour descendre à 189 € par ha de SAU et pèse pour 17 % du produit. Elle reste la plus grosse charge mais pèse moins qu'en conventionnel (26 %\*).

Le revenu à 17 870 € par UTA est stable. Ces exploitations ont à faire face à un niveau d'annuités assez élevé qui ampute l'EBE de plus de moitié.

## Contexte et perspectives

La bonne année fourragère s'est accompagnée d'une meilleure autonomie alimentaire et d'une bonne maîtrise des charges opérationnelles. En agriculture biologique, le prix de vente des animaux s'est stabilisé depuis 2013. Par contre les broustards issus des élevages bio sont vendus en conventionnel, en fonction de leur poids. En 2015, pour les vaches charolaises l'écart de prix avec le conventionnel s'est maintenu avec la légère baisse des prix conventionnels.

L'année 2016 s'annonce dans la continuité des années passées avec un maintien des prix en bio. Les opérateurs de la filière encouragent financièrement les éleveurs à étaler la production sur toute l'année avec des compléments de prix incitatifs suivant les pé-

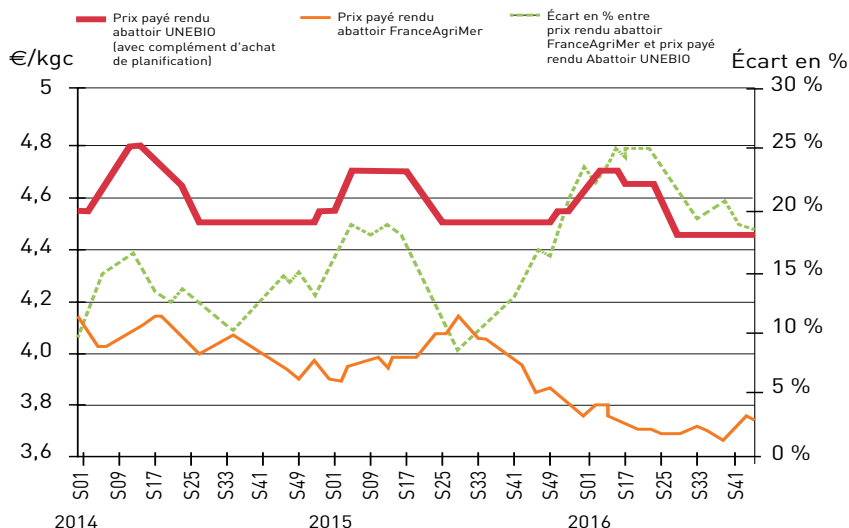
riodes de sortie des animaux. La grille de prix n'incite plus à l'alourdissement des poids de carcasse. Les revenus observés depuis plusieurs années en agriculture biologique avec 25 % de capital mobilisé en moins pourraient encourager les conversions.

La réforme Pac de 2015 s'est mise en place difficilement avec une convergence des aides favorable aux systèmes extensifs à faibles aides découplées par ha. Le groupe analysé ici a touché le même montant d'aides en 2015 qu'en 2014. La plupart des éleveurs bio n'ont pas renouvelé la prime à l'herbe en aide SHP (Surface Herbagère et Pastorale) et ont souscrit à l'aide au maintien. Celle-ci est plafonnée, ce qui peut pénaliser à terme certaines exploitations en viande bovine.

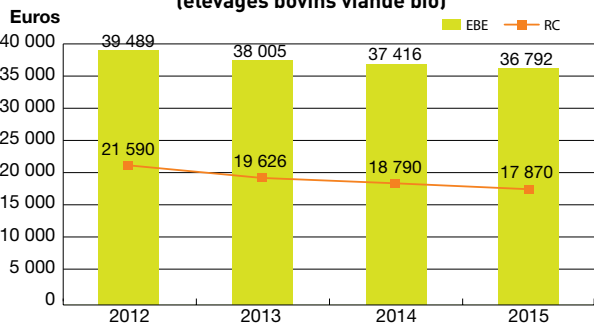
**Bertrand Galisson**

*Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire*

## Évolution du prix vaches R = 380 kg race Charolaise rendu abattoir FranceAgriMer et UNEBIO



### Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins viande bio)



## 3.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Groupe viande bovine		Réseau viande bio 2 cas type*	
	Total	Par exploitation	Naisseur	Veaux sous la mère
<b>Nombre d'entreprises</b>	53			
→ dont individuelles	31			
→ dont sociétés	22			
<b>Nombre d'UTA</b>	67	1,3	1	1,1
→ dont en société	34	1,5		
<b>Nombre d'UTH</b>	71	1,3	1	1,1

\* Publication de 2 cas type bio par les réseaux d'élevage Pays de la Loire - Deux-Sèvres

## 3.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Groupe viande bovine Moyenne (/UTA)	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
Surface totale (ha)	87,6	94	66,4
→ dont fermage	77,8	94	66,4
→ dont propriété	9,8	0	0
SAU	88,4	94	66,4

### Utilisation de la SAU

	Groupe viande bovine Moyenne	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
Grandes cultures	8 %	9 %	11 %
Fourrages	91 %	91 %	89 %
Autres	1 %		

## 3.3 - Les ateliers animaux

	Groupe viande bovine Moyenne	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
UGB/ha de SFP	1,1	1,1	1,1
% maïs fourrager/SFP	1 %	0 %	0 %
Nombre de vaches allaitantes	51	58	45

## 3.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe viande bovine Moyenne	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
Capital d'exploitation par UTA	267 066	228 700	191 500
Taux d'endettement	40 %		
→ dont court terme	12 %		
Fonds de roulement en % des stocks	117 %		
Annuités en % de l'EBE	57 %		
EBE en % du capital	14 %	17 %	18 %

### Charges opérationnelles

	Groupe viande bovine Moyenne	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
Charges de cultures (€/ha SAU)	32	26	32
→ dont engrais	13	0	0
→ dont semences	19	20	25
→ dont produits défense sanitaire	0	3	3
Charges d'élevage (€/UGB)	96	114	95
→ dont aliments animaux SFP	16	19	3
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	24	48	48
→ dont travaux par tiers animaux	56	14	25
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	147	130	125
Total charges directes (€/ha SAU)	11	0	0

Les charges directes sont les frais de récolte, main-d'œuvre, fourniture et assurances spécifiques à la production

## Coûts de mécanisation

	Groupe viande bovine Moyenne	Réseau viande bio (2 cas type)	
		Naisseur	Veaux sous la mère
<b>Total (€/ha SAU)</b>	<b>189</b>	<b>217</b>	<b>320</b>
→ dont carburant lubrifiant	36	40	44
→ dont entretien réparations	47	42	42
→ dont travaux par tiers et location de matériel	72	33	108
→ dont amortissements	34	102	126

## 3.5 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Groupe viande bovine Moyenne SAU = 88,4 ha			Réseau viande bio (2 cas type)	
	€/UTA	€/ha	en %	Naisseur €/UTA	Veaux sous la mère €/UTA
<b>Produit brut</b>	<b>96 733</b>	<b>1 094</b>	<b>100 %</b>	<b>103 720</b>	<b>91 970</b>
→ dont subventions exploitation	33 989	384	35 %	32 890	30 810
(-) Charges opérationnelles	12 996	146	13 %	21 676	13 906
(-) Charges directes	930	11	1 %	0	0
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>82 807</b>	<b>937</b>	<b>86 %</b>	<b>82 044</b>	<b>78 064</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>11 140</b>	<b>126</b>	<b>12 %</b>	<b>13 733</b>	<b>10 820</b>
Fermages et charges locatives	9 839			11 940	9 694
Entretien	1 301			1 793	1 126
<b>Mécanisation</b>	<b>13 562</b>	<b>153</b>	<b>14 %</b>	<b>9 481</b>	<b>14 059</b>
Carburants et lubrifiants	3 193			3 716	3 224
Locations matériels et travaux par tiers	6 346			1 794	7 751
Entretien, réparations petits matériels	4 023			3 971	3 084
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>7 333</b>	<b>83</b>	<b>8 %</b>	<b>7 933</b>	<b>7 045</b>
Main-d'œuvre permanente	926			0	0
Charges sociales des exploitants	6 407			7 933	7 045
<b>Autres charges de structure</b>	<b>13 980</b>	<b>158</b>	<b>14 %</b>	<b>11 685</b>	<b>10 120</b>
Eau, gaz, électricité	1 342			1 474	1 311
Autres fournitures	3 121			0	0
Assurances	3 240			2 602	2 021
Honoraires	2 424			4 988	5 542
Transports et déplacements	971			1 108	1 108
Impôts et taxes	324			178	138
Autres charges d'exploitation	2 558			1 335	0
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>46 015</b>	<b>521</b>	<b>48 %</b>	<b>42 832</b>	<b>42 044</b>
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>36 792</b>	<b>416</b>	<b>38 %</b>	<b>39 212</b>	<b>36 020</b>
Charges financières	3 281	37	3 %	1 859	2 205
Amortissements	16 139	183	17 %	13 683	13 179
Autres produits	498				
<b>Résultat courant</b>	<b>17 870</b>	<b>202</b>	<b>18 %</b>	<b>23 670</b>	<b>20 636</b>

# Poules pondeuses (14 exploitations)

Le groupe « Volailles pondeuses » est constitué de 14 exploitations spécialisées en poules de ponte. Les entreprises, dont 5 sous forme sociétaire et 9 individuelles, emploient 17 UTA, soit en moyenne 1,2 UTA par exploitation. Elles exploitent en moyenne 18,3 ha de SAU par UTA.

Ce groupe est de taille plus restreinte que l'an dernier, de ce fait l'analyse de l'évolution sur 2 années n'est pas approfondie.

L'enquête « Poules pondeuses en système alternatif » conduite par les Chambres d'agriculture du Grand Ouest permet de collecter périodiquement des données technico-économiques d'élevage. Elle montre l'évolution des marges en poules pondeuses bio, que ce soit en contrat de reprise (financement par l'éleveur de l'aliment et des poulettes) et en contrat d'intégration. Les dernières données sont disponibles auprès de vos conseillers Chambre d'agriculture.

## Regard sur les résultats

L'atelier volailles compte en moyenne 4 358 poules, soit 3 590 par UTA. La taille des élevages va de 630 à 10 740 poules : les 6 élevages les plus importants en détiennent 6 000 et plus, tandis que 5 élevages en ont 2 000 ou moins.

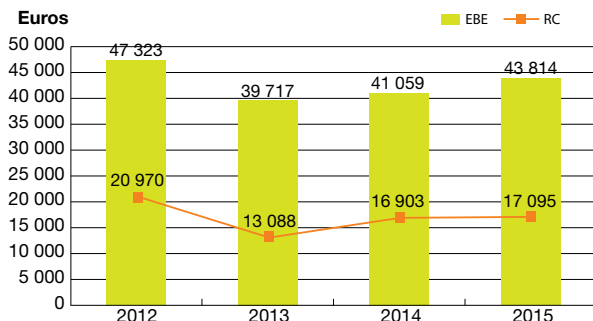
Les entreprises présentent un capital d'exploitation supérieur à l'an passé (206 067 €/UTA), et un taux moyen d'endettement de 74 % (contre 87 % dans l'échantillon de l'an dernier).

Les élevages de ce groupe dégagent un EBE moyen de 43 814 €/UTA, soit une efficacité à 20 % du produit.

Après amortissements et frais financiers, le résultat courant s'établit à 17 095 € par UTA. Après remboursement des annuités (54 % de l'EBE), il reste un solde disponible de 20 150 € par UTA pour prélever et autofinancer les investissements.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 55 % du produit brut.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA  
(poules pondeuses bio)



## Contexte et perspectives

Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2015, le nombre de poules bio mises en place est de 3 894 478 sur 1 548 exploitations (2 516 poules/élevage), soit par rapport à 2014 une augmentation de 5 % des effectifs et de 5 % du nombre d'exploitations. Après une forte hausse des mises en place l'année passée (+11 % en 2014), la dynamique est un peu plus timide cette année. Cependant, le fort attrait des consommateurs pour les œufs issus de systèmes d'élevage alternatifs et notamment bio reste plus que jamais présent, avec une attente croissante des GMS et des transformateurs.

En Pays de la Loire, après une hausse spectaculaire l'année passée (+19 %), la production reste parfaitement stable avec un effectif de 764 651 poules. Sur le territoire, les entreprises ligériennes restent cependant actives et visent le renouvellement de leur parc bâtiment. Le développement est moins flagrant que les années passées.

Malgré le regroupement des régions en 2016, la région ligérienne reste la seconde région productrice (19,6 %) derrière la Bretagne (27,3 %). Les deux premiers départements en Pays de

la Loire sont la Vendée et la Sarthe avec respectivement 259 000 et 194 000 poulespondeuses bio en place soit 33,8 et 25,3 % des effectifs régionaux, au travers notamment de Norea (Terrena), de la Cavac et des Fermiers de Loué. La Mayenne se situe en 3<sup>e</sup> position avec 150 000 poulespondeuses (19,6 % de l'effectif ligérien).

Le coût et l'approvisionnement en matières premières locales sont toujours une préoccupation des opérateurs : ils mettent en place des contrats avec les producteurs de céréales pour sécuriser les approvisionnements à moyen terme. Actuellement 5 % de matières premières conventionnelles sont admises dans l'aliment des volailles bio. Cet apport est composé de matières premières concentrées en protéines, pour équilibrer les formules en acides aminés essentiels et notamment les acides aminés soufrés.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (dérogation repoussée de 3 ans), l'aliment des volailles biologiques devra être 100 % bio. C'est le nouvel enjeu de la filière que de développer de nouvelles sources concentrées en protéines bio pour maintenir les performances techniques et économiques.

Sophie Pattier

Chambre d'agriculture de la Sarthe

## 4.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Total	Par exploitation
<b>Nombre d'entreprises</b>	14	
→ dont individuelles	9	-
→ dont sociétés	5	-
<b>Nombre d'UTA</b>	17	1,2
→ dont en société	7	1,4
<b>Nombre d'UTH</b>	19	1,4

## 4.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Moyenne (/UTA)
<b>Surface totale (ha)</b>	19,9
→ dont fermage	17,4
→ dont propriété	2,5
<b>SAU</b>	18,3

### Utilisation de la SAU

	Moyenne
<b>Grandes cultures</b>	49 %
<b>Fourrages</b>	37 %
<b>Autres</b>	14 %

## 4.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
<b>Nombre de poules pondeuses UTA</b>	3 590

Les résultats du groupe poules pondeuses sont calculés par UTA (unité de travail agricole) avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à temps plein.

## 4.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	206 067
Taux d'endettement	76 %
→ dont court terme	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	86 %
Annuités en % de l'EBE	54 %
EBE en % du capital	21 %

### Coût de la mécanisation

	Moyenne
<b>Total (€/ha SAU)</b>	<b>439</b>
→ dont carburant lubrifiant	48
→ dont entretien réparations	77
→ dont travaux par tiers et location de matériel	126
→ dont amortissements	188

### Charges opérationnelles

	Moyenne
<b>Charges de cultures (€/ha SAU)</b>	<b>86</b>
→ dont engrais	29
→ dont semences	55
→ dont produits défense sanitaire	2
<b>Charges d'élevage (% du PB)</b>	
→ dont aliments volailles	55 %
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	0,4 %
→ dont travaux par tiers animaux	3,4 %
<b>Taxe sur les produits (% du PB)</b>	<b>0,1 %</b>
<b>Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)</b>	<b>7 243</b>
<b>Total charges directes (€/ha SAU)</b>	<b>122</b>

## 4.5 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	En %
<b>Produit brut</b>	<b>214 986</b>	<b>100 %</b>
→ dont subventions exploitation	6 567	3 %
(-) Charges opérationnelles	131 486	61 %
(-) Charges directes	2 226	1 %
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>81 274</b>	<b>38 %</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>3 829</b>	<b>1 %</b>
Fermages et charges locatives	2 575	
Entretien	1 254	
<b>Mécanisation</b>	<b>4 256</b>	<b>2 %</b>
Carburants et lubrifiants	878	
Locations matériels et travaux par tiers	2 300	
Entretien, réparations petits matériels	1 078	
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>12 195</b>	<b>6 %</b>
Main-d'œuvre permanente	2 658	
Charges sociales des exploitants	9 537	
<b>Autres charges de structure</b>	<b>17 180</b>	<b>8 %</b>
Eau, gaz, électricité	2 546	
Autres fournitures	5 639	
Assurances	3 352	
Honoraires	2 255	
Transports et déplacements	636	
Impôts et taxes	551	
Autres charges d'exploitation	2 201	
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>37 460</b>	<b>17 %</b>
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>43 814</b>	<b>20 %</b>
Charges financières	4 932	2 %
Amortissements	22 192	10 %
Autres produits	405	
<b>Résultat courant</b>	<b>17 095</b>	<b>8 %</b>



# Volailles de chair (20 exploitations)

Le groupe comprend 20 exploitations spécialisées, dont 13 sous forme sociétaire. Elles emploient 1,1 UTA en moyenne par exploitation. La surface agricole utile est de 24 ha par UTA en moyenne.

La composition de ce groupe est assez proche de l'an dernier (17 exploitations sur 20 étaient déjà présentes), ce qui rend plus appropriée les comparaisons interannuelles.

## Regard sur les résultats

L'atelier volailles couvre 1 061 m<sup>2</sup> en moyenne (943 m<sup>2</sup>/UTA). La surface est inférieure ou égale à 800 m<sup>2</sup> pour 10 d'entre eux, les 10 autres vont de 960 à 2 400 m<sup>2</sup>, soit une distribution des élevages par taille, comparable à l'an passé.

Les entreprises détiennent un capital d'exploitation de 133 785 € en moyenne par UTA. Leur endettement à 72 % (en hausse de 7 % par rapport à 2014) provient pour 33 % de prêts court terme. Les annuités représentent 46 % de l'EBE.

Les aviculteurs du groupe « volailles de chair bio » ont dégagé en 2015 un EBE moyen de 31 260 €/UTA (29 200 €/UTA en 2014), soit une efficacité économique de 15 % du produit brut, en légère hausse par rapport à l'année passée. À titre de comparaison, le groupe volailles

conventionnel en standard ou en label\*, présentait un niveau d'EBE légèrement supérieur en 2015 (38 600 € par UTA, à 16 % du PB).

Après amortissements et frais financiers, le résultat courant moyen s'établit à 16 570 €/UTA. Une fois les annuités déduites de l'EBE, l'entreprise dégage un revenu disponible de 16 880 € par UTA (15 200 €/UTA en 2014).

Le produit brut annuel des élevages est de 201 800 € par UTA.

Les charges opérationnelles représentent 68 % du produit, dont 65 % pour le seul poste « aliment ».

L'enquête avicole conduite par les chambres d'agriculture du Grand-Ouest en 2015 a permis de collecter des données technico-économiques sur près de 50 lots en poulets bio élevés en bâtiments fixes et commercialisés en circuit organisé.

Les marges poussin-aliment (après déduction des charges en aliment et poussin) stagnent au lot (- 0,3 €/m<sup>2</sup>/lot), mais sont en légère hausse à l'année (+ 3 €/m<sup>2</sup>/lot) grâce à une bonne rotation des bâtiments. Malgré une augmentation des charges variables (+1,5 €/m<sup>2</sup>/an), les marges brutes annuelles progressent de 1,60 € et s'établissent à 38,45 €/m<sup>2</sup>/an.

## Contexte et perspectives

Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2015, le nombre de poulets bio mis en place est de 8639351 sur 759 exploitations (11 382 poulets/élevage), soit une augmentation de 2 % des exploitations et de 3 % des effectifs de poulets par rapport à 2014. Ces chiffres confirment le développement de la production sous l'impulsion de la filière organisée, la dynamique reste cependant moins fulgurante que les années passées (développement + 13 % en 2009, + 18 % en 2010, + 9 % en 2011 et 8 % en 2014). L'équilibre par rapport à la production poulet label semble s'être également stabilisé. En 2015, la production de poulets bio représente toujours 1 % de la production de poulets en France.

En Pays de la Loire, le nombre d'exploitation (159 exploitations) augmente légèrement par rapport à 2014 (+ 5 %). Le nombre de poulets produits (2888867 poulets) est également à la hausse (+ 7%) après une stabilisation l'année passée. Cette hausse correspond à l'implantation d'une quinzaine de bâtiments de 400 m<sup>2</sup> sur les Pays de la Loire.

La région ligérienne est la première région productrice (33 % de la production nationale) devant la nouvelle grande région « Nouvelle-Aquitaine » qui compte 30 % de la production. La Vendée et la Sarthe sont les deux premiers départements producteurs ligériens avec respectivement 53 % et 20 % des effectifs au travers notamment des Ets Bodin (Terrena), des Aliments Mercier et des Fermiers de Loué. Le développement de la production ligérienne est principalement situé en Vendée.

Si le marché est globalement peu ouvert (tous opérateurs confondus), le nombre important de départs d'exploitants en retraite dans les années à venir induit cependant un fort besoin de renouvellement des actifs ou d'augmentation des effectifs pour les élevages en place. Le besoin de remplacer des bâtiments moins fonctionnels et devenus obsolètes est également source de nouveaux projets. Pour rappel, une part importante du développement de la production entre 2008 et 2011 provenait de la conversion en bio de producteurs de poulets label (bâtiments fixes de 400 m<sup>2</sup>). Prolongeant le Plan de modernisation des bâtiments d'élevage (PMBE) avicole, le Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles (PCAÉ) 2015-2020 offre des perspectives intéressantes pour le développement de la filière volailles bio.

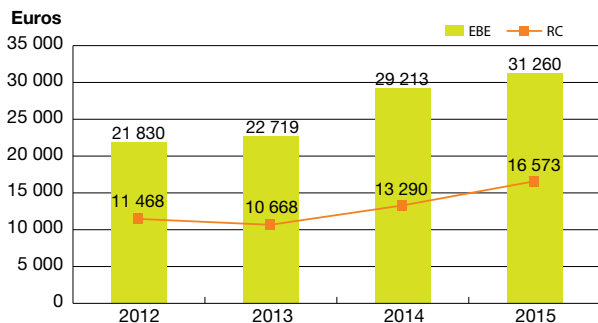
Le coût et l'approvisionnement en matières premières locales sont toujours une préoccupation des opérateurs : ils mettent en place des contrats avec les producteurs de céréales pour sécuriser les approvisionnements à moyen terme. Actuellement 5 % de matières premières conventionnelles sont admises dans l'aliment des volailles bio. Cet apport est composé de matières premières concentrées en protéines, pour équilibrer les formules en acides aminés essentiels et notamment les acides aminés soufrés.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (dérogation repoussée de 3 ans), l'aliment des volailles biologiques devra être 100 % bio. C'est un enjeu pour la filière que de développer de nouvelles sources concentrées en protéines bio pour maintenir les performances techniques et économiques.

Sophie Pattier

Chambre d'agriculture de la Sarthe

### Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (volailles de chair bio)



## 5.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	20	
→ dont individuelles	7	
→ dont sociétés	13	
Nombre d'UTA	22	1,1
→ dont en société	16	1,2
Nombre d'UTH	24	1,2

## 5.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Moyenne (/UTA)
Surface totale (ha)	24,2
→ dont fermage	21,8
→ dont propriété	2,4
SAU	24

### Utilisation de la SAU

	Moyenne
Grandes cultures	46 %
Fourrages	43 %
Autres	11 %

## 5.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de m <sup>2</sup> par UTA	943

## 5.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	133 785
Taux d'endettement	72 %
→ dont court terme	33 %
Fonds de roulement en % des stocks	67 %
Annuités en % de l'EBE	54 %
EBE en % du capital	23 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

## Charges opérationnelles

	Moyenne
<b>Charges de cultures (€/ha SAU)</b>	129
→ dont engrais	27
→ dont semences	87
→ dont produits défense sanitaire	15
<b>Charges d'élevage (% du PB)</b>	
→ dont aliments volailles	65 %
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	1,0 %
→ dont travaux par tiers animaux	2,0 %
<b>Taxe sur les produits (% du PB)</b>	0,1 %
<b>Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)</b>	5 754
<b>Total charges directes (€/ha SAU)</b>	257

## Coût de la mécanisation

	Moyenne
<b>Total (€/ha SAU)</b>	282
→ dont carburant lubrifiant	52
→ dont entretien réparations	78
→ dont travaux par tiers et location de matériel	113
→ dont amortissements	39

## 5.5 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	En %
<b>Produit brut</b>	201 799	100 %
→ dont subventions exploitation	7 609	4 %
(-) Charges opérationnelles	136 387	68 %
(-) Charges directes	6 167	3 %
<b>MARGE GLOBALE</b>	59 245	29 %
<b>Foncier et bâtiment</b>	5 043	2 %
Fermages et charges locatives	3 502	
Entretien	1 541	
<b>Mécanisation</b>	5 616	3 %
Carburants et lubrifiants	1 257	
Locations matériels et travaux par tiers	2 711	
Entretien, réparations petits matériels	1 648	
<b>Main-d'œuvre</b>	5 838	3 %
Main-d'œuvre permanente	736	
Charges sociales des exploitants	5 102	
<b>Autres charges de structure</b>	11 488	6 %
Eau, gaz, électricité	1 655	
Autres fournitures	1 203	
Assurances	2 865	
Honoraires	2 517	
Transports et déplacements	892	
Impôts et taxes	410	
Autres charges d'exploitation	1 946	
<b>TOTAL charges de structure</b>	27 985	14 %
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	31 260	15 %
Charges financières	2 964	1 %
Amortissements	12 042	6 %
Autres produits	319	
<b>Résultat courant</b>	16 573	8 %

# Grandes cultures (17 exploitations)

Le groupe comprend 17 entreprises dont 11 sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,4 UTA et au total 1,8 UTH pour 140 ha de SAU. La taille réduite du groupe doit inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats sur ce système de production. Cette année, contrairement aux années précédentes, la part de cultures spécialisées, légumes de plein champ notamment, n'augmente pas. Néanmoins ces cultures, certes complexes techniquement et plus aléatoires que les cultures classiques, sont rémunératrices mais engendrent un biais au niveau de l'échantillon qu'il ne faut pas négliger.

En moyenne, les exploitations du groupe ont une situation financière saine. Le fonds de roulement couvre très largement les stocks.

Le capital d'exploitation par UTA à 325 217 € est supérieur de 30 % aux exploitations conventionnelles avec la même orientation.

Les charges opérationnelles du groupe étudié baissent de 50 € répartis sur 3 postes : engrais, semences et produits « défense sanitaire ». Ces postes varient en fonction de la répartition des cultures dans l'assolement, notamment sur la ligne semences. La part de cultures de printemps engendre des coûts de semences supérieurs aux cultures d'automne. De plus, au fil des années la disponibilité en semences bio devient suffisante pour un grand nombre

d'espèces et limite le recours aux semences conventionnelles non traitées moins onéreuses.

Le coût de mécanisation de 549 € par hectare, amortissements compris est stable. Il est de 10 % supérieur aux homologues conventionnels. La charge liée au carburant est similaire. Les travaux par tiers font la différence. Le recours au matériel de désherbage mécanique de plus en plus performant et le nombre de passages expliquent en partie le surcoût.

Le produit brut par hectare, hors subventions et aides compensatoires, se situe à 1 844 € par hectare. Après une augmentation de 282 € sur l'exercice précédent, il baisse de 107 €. 2015 est une année correcte pour les céréaliers, elle restera cependant moins bonne que 2014, année record pour les rendements des cultures de printemps.

L'excédent brut d'exploitation est de 76 919 € par UTA. Le ratio EBE/produit brut de 35 % augmente de 5 points par rapport à l'année précédente. Une fois remboursées les annuités, il reste un solde de 33 844 € pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie. Le résultat courant, 30 492 € par UTA, augmente de 20 % à cause essentiellement de la surface moyenne de l'échantillon plus important et de la baisse de 200 €/ha des charges de structure répartie à part égale sur le poste main-d'œuvre et autres charges de structure.

## Contexte et perspectives

Les rendements des cultures d'automne ont été satisfaisants. Les conditions climatiques ont été bonnes à la récolte. Seul le manque de pluviométrie en cours de montaison des céréales a pu pénaliser les parcelles à la réserve en eau limitée. Les semis de maïs de fin de période ont parfois été perturbés par les pluies échelonnées des 3 premières semaines de mai. Contrairement à 2014, les rendements des parcelles non irriguées à faible réserve hydrique ont été affectés.

Les prix sont restés stables sur les neuf dernières campagnes. L'augmentation de la demande a balayé les interrogations sur les prix du maïs. Le recours à l'importation est resté nécessaire.

Après trois années de quasi-stagnation des surfaces en grandes cultures bio, le contexte de marché des céréales et oléo protéagineux conventionnels et l'augmentation des aides conversion ont boosté les conversions en 2015 et 2016. Selon l'Agence Bio, en France 110 000 ha de grandes cultures auraient été engagés sur les deux années. En Pays de la Loire, les surfaces consacrées aux

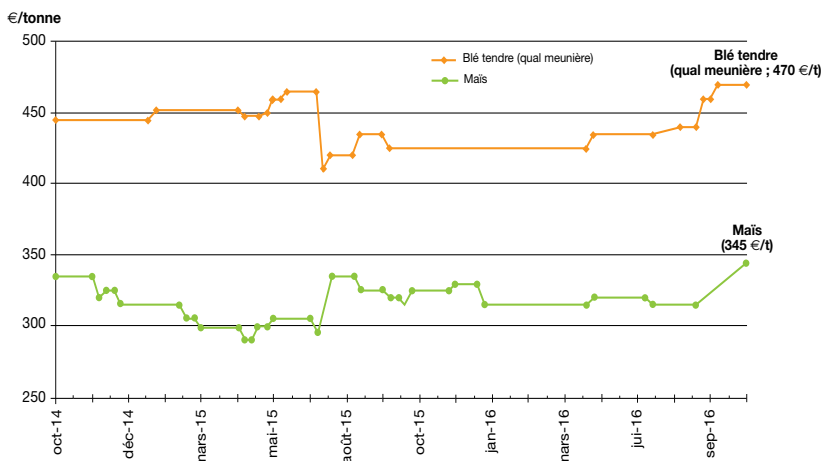
grandes cultures progressent de 3 % en 2015. Les céréales représentent 85 % de ces surfaces. Les surfaces destinées aux légumes secs et légumineuses de plein champ continuent leur ascension : + 14 % (source Agence bio). Coop de France estime que la France sera autosuffisante en céréales et protéagineux dès 2016 pour l'alimentation animale et dès 2018 pour l'alimentation humaine. Mais les mauvaises conditions climatiques de 2016 ont fortement impacté les rendements de l'ensemble des cultures, une augmentation des prix et un recours à l'importation sont attendus.

Fin 2015, le marché reste déficitaire en France en particulier pour le blé meunier, le maïs et le soja dans un contexte de consommation en augmentation à deux chiffres. La collecte de blé couvre à 70 % les utilisations. Sur les 145 200 t écrasées, 72 % le sont par la meunerie. 55 000 t de blé sont importées (source FranceAgriMer). Le soja produit en France est destiné pour l'essentiel à l'alimentation humaine, le soja pour l'alimentation animale est importé. Les conversions récentes viendront à terme combler ce déficit.

**Paulette Hurel,**  
Pôle bio des Pays de la Loire

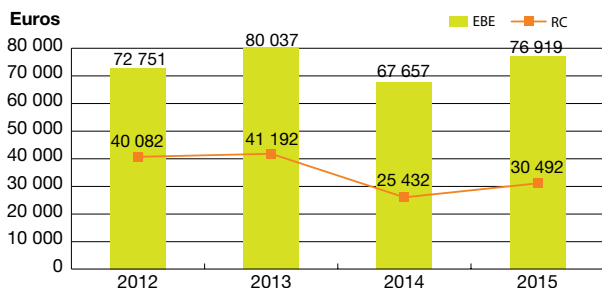
### Cours des céréales biologiques

(Source : La dépêche commerciale et agricole)



Prix départ France (organisme stockeur et non culture), stade de gros, pour environ 5 t. Pour obtenir les prix en culture, déduire des cotations les taxes à la charge du producteur et 45 €/t (marge du collecteur et frais de collecte/stockage).

## Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (grandes cultures bio)



## 6.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Total	Par exploitation
<b>Nombre d'entreprises</b>	17	
→ dont individuelles	6	
→ dont sociétés	11	
<b>Nombre d'UTA</b>	23	1,4
→ dont en société	16	1,5
<b>Nombre d'UTH</b>	30	1,8

## 6.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Moyenne (/UTA)
<b>Surface totale (ha)</b>	100,7
→ dont fermage	95
→ dont propriété	5,7
<b>SAU</b>	100

### Utilisation de la SAU

	Moyenne
<b>Grandes cultures</b>	72 %
<b>Fourrages</b>	7 %
<b>Cultures spécialisées</b>	21 %
<b>Autres</b>	

## 6.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
<b>Capital d'exploitation par UTA</b>	325 217
<b>Taux d'endettement</b>	57 %
→ dont court terme	16 %
<b>Fonds de roulement en % des stocks</b>	156 %
<b>Annuités en % de l'EBE</b>	56 %
<b>EBE en % du capital</b>	24 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

## Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	356
→ dont engrais	121
→ dont semences	222
→ dont produits défense sanitaire	13

## Coût de la mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	549
→ dont carburant lubrifiant	104
→ dont entretien réparations	100
→ dont travaux par tiers et location de matériel	258
→ dont amortissements	87

# 6.4 - Résultats économiques

## Du produit au résultat

	Grandes cultures Moyenne SAU = 100 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
<b>Produit brut</b>	<b>221 507</b>	<b>2 216</b>	<b>100 %</b>
→ dont subventions exploitation	37 139	372	17 %
Produit brut grandes cultures (hors subventions et animaux)		1 844	
(-) Charges opérationnelles	37 093	371	17 %
(-) Charges directes	4 704	47	2 %
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>179 710</b>	<b>1 798</b>	<b>81 %</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>16 766</b>	<b>168</b>	<b>7 %</b>
Fermages et charges locatives	15 371		
Entretien	1 395		
<b>Mécanisation</b>	<b>48 138</b>	<b>482</b>	<b>22 %</b>
Carburants et lubrifiants	10 402		
Locations matériels et travaux par tiers	25 665		
Entretien, réparations petits matériels	12 071		
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>21 408</b>	<b>214</b>	<b>10 %</b>
Main-d'œuvre permanente	9 159		
Charges sociales des exploitants	12 249		
<b>Autres charges de structure</b>	<b>16 479</b>	<b>165</b>	<b>7 %</b>
Eau, gaz, électricité	4 128		
Assurances	7 607		
Honoraires	2 504		
Transports et déplacements	1 622		
Impôts et taxes	565		
Autres charges d'exploitation	53		
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>102 791</b>	<b>1028</b>	<b>46 %</b>
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>76 919</b>	<b>770</b>	<b>35 %</b>
Charges financières	4 189	42	2 %
Amortissements	39 590	396	18 %
Autres charges	2 648		1 %
<b>Résultat courant</b>	<b>30 492</b>	<b>305</b>	<b>14 %</b>



# Maraîchage (49 exploitations)

Le groupe comprend 49 exploitations dont 71 % sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,8 UTA et au total 3,5 UTH.

À noter un groupe spécifique avec les exploitations pratiquant majoritairement la vente en circuits courts (39 exploitations).

La taille, la diversité des modes de commercialisation et des résultats à l'intérieur du groupe doit inciter à la prudence quant aux généralisations sur ce système de production.

## Analyse financière

Le capital d'exploitation par UTA est faible à 101 176 € comparativement à la moyenne des exploitations du groupe bio (230 091 €). Malgré ces besoins en capitaux plus faibles, les exploitations du groupe sont au même niveau d'endettement que l'ensemble des exploitations en bio (57 %) avec une situation de trésorerie proche de l'équilibre. Les exploitations en circuits courts ont moins de capital d'exploitation par UTA (moins 27 %).

## Résultats économiques

Le produit brut par UTA est de 102 522 € sur 8 ha. La surface en maraîchage et cultures spécialisées représente 46 % de la sole et le produit brut par ha est de 12 882 €, ce qui traduit bien le caractère spécialisé des exploitations du groupe. Les charges opérationnelles et directes d'un montant de 26 151 € représentent 26 % du produit brut.

Sans la main-d'œuvre temporaire, ces charges se situent à 15 224 € soit 15 % du produit brut dont plus de la moitié en semences et plants (8 650 € pour 8,4 % du produit).

Les charges de structures (avant amortissements et charges financières) sont à 42 535 € soit 41 % du produit.

À noter que la charge de main-d'œuvre salariée (temporaire et permanente) est un poste de charge important des exploitations du groupe étudié (23 % du produit).

L'excédent brut moyen est à 33 836 € par UTA. Une fois remboursées les annuités de 10 461 € et après intégration des pertes et profits exceptionnels, il reste un solde de 23 216 € par UTA pour prélever, autofinancer et conforter la trésorerie.

Le ratio EBE/produit brut à 33 % est plutôt faible compte tenu de la dominante circuits courts du groupe.

Le résultat courant par UTA se situe à 20 356 € pour 20 % du produit soit un niveau proche des autres systèmes de production en bio (moyenne à 20 498 €).

Les résultats comptables du groupe en circuits courts sont inférieurs de 18 % par rapport à la moyenne du groupe maraîchage.



## Contexte et perspectives

Le froid hivernal a permis une vente correcte des légumes d'hiver et produits bottes. Printemps et été ont été chauds voire caniculaires début juillet. Les productions importantes se sont écoulées à des prix bas. L'automne 2015 a été doux donnant une bonne arrière-saison pour les produits ratatouille. Les produits de la gamme « pot-au-feu » ont bien démarré la saison en septembre (jours pluvieux) avec un frein en novembre.

Ces résultats ont été obtenus dans un contexte de hausse de production (+ 5 % de surfaces certifiées en France pour les légumes frais entre 2013 et 2014 et + 9 % pour les Pays de la Loire) avec en parallèle des ventes en hausse.

Après une très forte hausse des surfaces en légumes bio ces dernières années, le rythme d'accroissement devrait ralentir en 2016 et 2017, et s'établir à moins de 4 % par an (diminution des surfaces en conversion).

La commercialisation en circuits courts est maintenant bien présente dans les Pays de la Loire (marchés, paniers, vente à la ferme, Amap, magasins fermiers). Avec un nombre significatif de projets d'installation en légumes

ces dernières années, l'offre s'est diversifiée et densifiée. Cela a permis de répondre à une demande croissante, avec parfois localement un décalage entre l'offre et la demande.

Le marché d'expédition augmente également régulièrement en volume. En effet, actuellement 68 % (en valeur) des fruits et légumes bio sont achetés en magasins ou grandes surfaces.

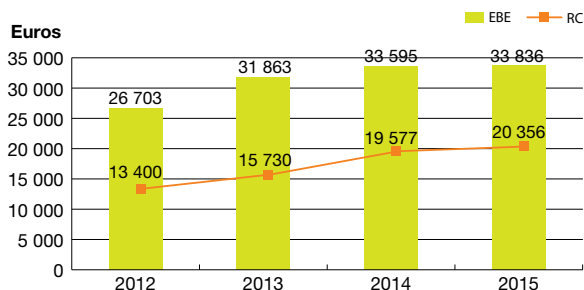
L'optimisation technique et l'organisation du travail restent deux points essentiels pour assurer la rentabilité et la pérennité de ces entreprises.

Celles en circuits courts doivent être très vigilantes sur le temps de travail par catégorie de légumes. Dans certaines situations, cela peut rapidement altérer la rentabilité (important désherbage manuel).

Celles positionnées sur le marché d'expédition se doivent d'avoir une grande compétence technique en assurant des itinéraires maintenant la rentabilité de la culture. Elles doivent aussi avoir une bonne connaissance du marché pour planifier mises en place et ventes auprès des acheteurs de légumes frais et de la restauration collective.

**Marc Cottenceau et Maëlle Krzyzanowski,**  
*Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire*

**Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (maraîchage bio)**



## 7.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Groupe maraîchage			
	Ensemble du groupe		Circuits courts	
Nombre d'entreprises	49		39	
→ dont individuelles	14		14	
→ dont sociétés	35		25	
	Total	Par exploitation	Total	Par exploitation
Nombre d'UTA	87	1,8	68	1,7
→ dont en société	72	2,1	53	2,1
Nombre d'UTH	172	3,5	123	3,2

## 7.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (/UTA)	Circuits courts (/UTA)
Surface totale (ha)	8,4	6,2
→ dont fermage	7,4	5
→ dont propriété	1	1,2
SAU	8	6

### Utilisation de la SAU

	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Grandes cultures	10 %	5 %
Fourrages	43 %	45 %
Maraîchage et cultures spécialisées	46 %	47 %
Autres	1 %	3 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

## 7.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Capital d'exploitation par UTA	101 176	73 849
Capital d'exploitation par ha	12 713	12 334
Capital d'exploitation par UTH	51 126	40 695
Taux d'endettement	57 %	57 %
→ dont court terme	17 %	20 %
Fonds de roulement en % des stocks	172 %	137 %
Annuités en % de l'EBE	31 %	26 %
Trésorerie nette	9 296	4 263
EBE en % du capital	33 %	37 %

## 7.4 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Groupe maraîchage					
	Moyenne SAU = 8 ha			Circuits courts SAU = 6 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
<b>Produit brut</b>	102 522	12 882	100 %	82 086	13 710	100 %
→ dont subventions exploitation	2 947	370	3 %	2 010	336	2 %
<b>(-) Charges opérationnelles et directes</b>	26 151	3 286	26 %	18 343	3 064	22 %
Engrais	3 270	411	3 %	2 300	384	3 %
Semences et plants	8 650	1 087	8 %	7 131	1 191	9 %
Produits de défense sanitaire	523	66	1 %	440	73	1 %
Emballages	631	79	1 %	658	111	1 %
Main-d'œuvre temporaire	10 927	1 373	11 %	6 334	1 058	8 %
Autres charges directes et opérationnelles	2 150	270	2 %	1 480	247	
<b>MARGE GLOBALE</b>	76 371	9 596	74 %	63 743	10 646	78 %
<b>Foncier et bâtiment</b>	2 600	327	2 %	1 800	301	2 %
Fermages et charges locatives	1 881			1 395		
Entretien	719			405		
<b>Mécanisation</b>	8 116	1 020	8 %	5 139	858	6 %
Carburants et lubrifiants	1 887			994		
Locations matériels et travaux par tiers	3 548			1 804		
Entretien, réparations petits matériels	2 681			2 341		
<b>Main-d'œuvre</b>	19 309	2 426	19 %	18 433	3 079	23 %
Main-d'œuvre permanente	12 449			12 544		
Charges sociales des exploitants	6 860			5 889		
<b>Autres charges de structure</b>	12 510	1 572	12 %	11 309	2 189	16 %
Eau, gaz, électricité	1 062			1 003		
Autres fournitures	5 067			4 504		
Assurances	1 529			1 209		
Honoraires	1 684			1 737		
Transports et déplacements	817			734		
Impôts et taxes	437			434		
Autres charges d'exploitation	1 914			1 688		
<b>TOTAL charges de structure</b>	42 535	5 345	41 %	36 681	6 126	45 %
<b>Excédent Brut d'Exploitation (EBE)</b>	33 836	4 252	33 %	27 062	4 520	33 %
Charges financières	1 268	159	1 %	860	144	1 %
Amortissements	11 945	1 501	12 %	9 322	1 557	12 %
Autres charges	267			150		
<b>Résultat courant</b>	20 356	2 558	20 %	16 730	2 794	20 %

# Viticulture (34 exploitations)

Le groupe comprend 34 exploitations, dont 24 en société (71 %), réparties sur l'ensemble des appellations présentes dans la région : Jasnières, Fiefs vendéens, Anjou-Saumur et Muscadet.

Les plantations représentent 96 % de la SAU. Les résultats sont basés sur la vendange 2014 et les ventes correspondantes de 2014-2015. La campagne de culture est également celle de 2014-2015.

L'échantillon présenté ici est très hétérogène, tant au niveau des types d'entreprises que des circuits de commercialisation. On trouve aussi bien des exploitations unipersonnelles de petites surfaces que des domaines de grandes surfaces dont certains impliquent des investisseurs extérieurs.

Pour la commercialisation, on retrouve l'ensemble des circuits, avec une prépondérance de la vente directe et de l'export, à la fois intracommunautaire et hors UE.

## Analyse des résultats

Les résultats présentés dans cette édition concernent la campagne 2014-2015 (récolte 2014). Après 2 années difficiles, le millésime 2014 affiche un retour à des rendements corrects. Le printemps doux a été suivi d'un mois de mai froid et pluvieux. Les vendanges se sont faites dans de bonnes conditions, avec toutefois la présence de pourriture acide. Malgré une pression oïdium qui a pu être élevée par endroits, 2014 a été une année à moindre pression maladies que 2012 et 2013. Cela conduit à un poste « produits de dé-

fense sanitaire » en baisse pour cette année : - 61 €/ha par rapport à l'édition précédente.

Pour l'ensemble du Val de Loire, le rendement 2014 est à 52 hl/ha, en augmentation de 6 % par rapport à la récolte 2013 (source : Interloire). Le nombre moyen d'UTH par exploitation en bio est en légère augmentation à 4,9. À titre de comparaison, il est de 3,1 en moyenne pour la viticulture en Val de Loire\*. On compte environ 4 ha de vignes en bio par UTH.

Le critère « fonds de roulement en % des stocks » est de 88 % (contre 82 % l'année dernière) : le fonds de roulement ne permet donc pas de couvrir entièrement les stocks.

Le poids des annuités dans l'EBE a augmenté par rapport à l'année précédente (+ 8 %) et est en forte hausse depuis 3 ans : il est passé de 46 % pour les revenus 2012 à 66 % dans l'étude actuelle. Ceci traduit un recours à l'emprunt important, en lien avec les besoins de trésorerie des domaines viticoles bio.

Les charges de structure représentent toujours 57 % du produit brut, dont 24 % pour la main-d'œuvre et 9 % pour la mécanisation.

L'excédent brut d'exploitation moyen se situe à 52 613 € par UTA en hausse de 4 081 €/UTA par rapport à l'édition précédente. Une fois les annuités remboursées (34 636 € par UTA), il reste un solde de 17 977 € par UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

\* Source : « Les références 2015 des entreprises agricoles du Grand Ouest »  
Chambres d'agriculture 37, 41, 44, 49, 72, 79, AGC du GIE ENTR'AS

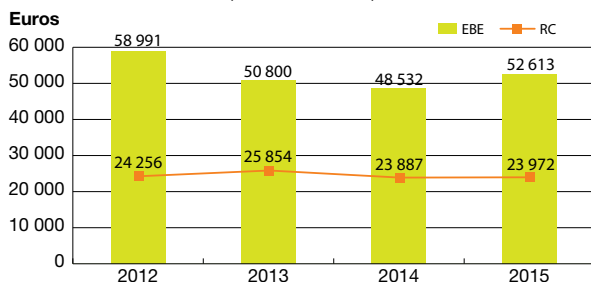
## Contexte et perspectives

Après une période de stabilité entre 2013 et 2014, les surfaces en vigne bio ou en conversion augmentent entre 2014 et 2015 en Pays de la Loire : on passe de 2 498 ha (dont 574 ha en conversion) à 2 722 ha (dont 528 ha en conversion). Le nombre de producteurs connaît une croissance plus modérée, passant de 214 en 2014 à 220 en 2015 (source : Agence Bio). La hausse des surfaces se confirme début 2016. L'ensemble de la filière, et notamment en cir-

cuits longs, continue de s'organiser pour développer les débouchés et maintenir les prix des vins bio. Les ventes de vin bio en grandes et moyennes surfaces, ainsi que les ventes à l'international ont augmenté de 10 % entre le 1<sup>er</sup> semestre 2015 et le 1<sup>er</sup> semestre 2016. Comme en 2014, la récolte 2015 affiche des rendements corrects, ce qui devrait permettre aux domaines de reconstituer partiellement leurs stocks.

Elise Kohser  
Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (viticulture bio)



## 8.1 - Le travail sur l'exploitation

### Statuts et main-d'œuvre

	Total	Par exploitation
<b>Nombre d'entreprises</b>	34	
→ dont individuelles	10	
→ dont sociétés	24	
<b>Nombre d'UTA</b>	49	1,4
→ dont en société	38	1,6
<b>Nombre d'UTH</b>	168	4,9

## 8.2 - La SAU

### La répartition du foncier

	Moyenne (/UTA)
<b>Surface totale (ha)</b>	14,4
→ dont fermage	13,2
→ dont propriété	1,2
<b>SAU</b>	14,1

### Utilisation de la SAU

	Moyenne
<b>Grandes cultures</b>	4 %
<b>Fourrages</b>	2 %
<b>Plantations</b>	96 %

## 8.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	373 304
Taux d'endettement	59 %
→ dont court terme	25 %
Fonds de roulement en % des stocks	88 %
Annuités en % de l'EBE	66 %
EBE en % du capital	14 %

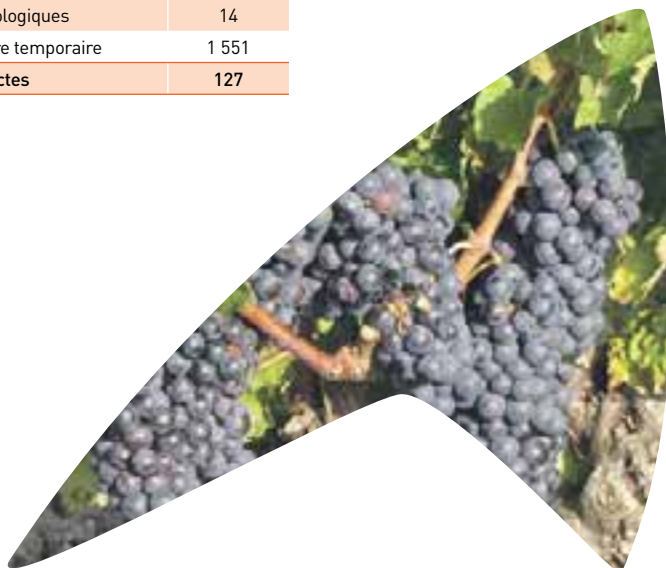
Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

### Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	331
→ dont engrais	63
→ dont semences - plants	19
→ dont produits défense sanitaire	249
Autres charges opérationnelles	109
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	440
Charges directes (€/ha de SAU)	3 457
→ dont emballages	1 746
→ dont combustibles	19
→ dont produits œnologiques	14
→ dont main-d'œuvre temporaire	1 551
Autres charges directes	127

### Coût de la mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	1673
→ dont carburant lubrifiant	109
→ dont entretien réparations	455
→ dont travaux par tiers et location de matériel	952
→ dont amortissements	157



## 8.4 - Résultats économiques

### Du produit au résultat

	Moyenne		
	€/UTA	€/ha	En %
<b>Produit brut</b>	<b>250 046</b>	<b>17 758</b>	<b>100 %</b>
→ dont subventions exploitation	3 707	263	1 %
<b>(-) Charges opérationnelles</b>	<b>6 199</b>	<b>440</b>	<b>2 %</b>
<b>(-) Charges directes</b>	<b>48 681</b>	<b>3 458</b>	<b>20 %</b>
<b>MARGE GLOBALE</b>	<b>195 166</b>	<b>13 860</b>	<b>78 %</b>
<b>Foncier et bâtiment</b>	<b>11 232</b>	<b>798</b>	<b>4 %</b>
Fermages et charges locatives	9 948		
Entretien	1 284		
<b>Mécanisation</b>	<b>21 529</b>	<b>1 529</b>	<b>9 %</b>
Carburants et lubrifiants	1 535		
Locations matériels et travaux par tiers	13 409		
Entretien, réparations petits matériels	6 585		
<b>Main-d'œuvre</b>	<b>58 761</b>	<b>4 173</b>	<b>24 %</b>
Main-d'œuvre permanente	51 699		
Charges sociales des exploitants	7 062		
<b>Autres charges de structure</b>	<b>51 031</b>	<b>3 624</b>	<b>20 %</b>
Eau, gaz, électricité	2 989		
Autres fournitures	11 292		
Assurances	3 233		
Honoraires	9 879		
Transports et déplacements	10 242		
Impôts et taxes	742		
Autres charges d'exploitation	12 654		
<b>TOTAL charges de structure</b>	<b>142 533</b>	<b>10 124</b>	<b>57 %</b>
<b>Excédent Brut d'Exploitation (EBE)</b>	<b>52 613</b>	<b>3 736</b>	<b>21 %</b>
<b>Charges financières</b>	<b>5 493</b>	<b>390</b>	<b>2 %</b>
<b>Amortissements</b>	<b>22 388</b>	<b>1 590</b>	<b>9 %</b>
<b>Autres charges</b>	<b>760</b>		
<b>Résultat courant</b>	<b>23 972</b>	<b>1 702</b>	<b>10%</b>



**Capital d'exploitation**

Ensemble de l'actif (immobilisations, stocks, créances, disponible) excepté les terres.

**Charges opérationnelles**

Charges proportionnelles aux productions, communes à toutes les exploitations. Exemples : charges de cultures (semences, engrais), charges d'alimentation des animaux, produits et honoraires vétérinaires, fournitures diverses, travaux par des tiers sur les animaux, taxes sur les produits.

**Charges directes**

Charges directement affectées à la production, spécifiques à l'organisation de l'exploitation. Exemples : emballages, combustibles, location de matériel, assurances spécifiques, charges de main-d'œuvre temporaire, travaux par des entreprises.

**Charges de structure**

Charges non liées au volume de production, parfois appelées charges fixes. Exemples : fermage, cotisations sociales, etc.

**EBE (excédent brut d'exploitation)**

Produit brut diminué des charges opérationnelles, directes et de structure (avant amortissement et frais financiers).

**Fonds de roulement**

Argent nécessaire pour financer les stocks et les avances aux cultures. Un fonds de roulement insuffisant nécessite le recours à un financement court terme.

**Marge brute**

Produit brut diminué des charges opérationnelles.

**Produit brut**

Ensemble des ventes, des subventions d'exploitation et des variations de stocks, diminuées des achats d'animaux.

**Résultat courant**

Bénéfice de l'exploitation hors produits et charges exceptionnelles.

**SAU (surface agricole utile)**

Surfaces en cultures et surfaces fourragères.

**SFP (surface fourragère principale)**

Surface fourragère consacrée aux animaux. Exemples : prairies, maïs fourrage.

**Taux d'endettement**

Total des dettes long, moyen et court termes sur le total de l'actif, exprimé en pourcentage.

**UGB (unité gros bovins)**

Unité de référence correspondant aux besoins alimentaires annuels en fourrage d'une vache. Permet d'agréger ou de comparer des effectifs d'animaux d'espèces différentes.

**UTH (unité de travailleurs humains)**


Unité de travail correspondant à une personne travaillant à temps plein sur une exploitation.


**UTA (unité de travail agricole)**

Les résultats présentés dans cette étude sont pondérés par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour 1 chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur).

Cette définition tient compte des associés exploitants (1 UTA pour un associé à temps plein), des conjoints collaborateurs à temps plein (0,5 UTA), des conjoints collaborateurs à temps partiel (0,25 UTA).

# Vos conseillers agriculture biologique dans les Chambres d'agriculture des Pays de la Loire :

 **Loire-Atlantique**  
Gilles Le Guellaut  
Rue Pierre-Adolphe Bobierre - 44939 NANTES Cedex 9  
→ Tél. 02 53 46 60 01  
E-mail : [gilles.leguellaut@loire-atlantique.chambagri.fr](mailto:gilles.leguellaut@loire-atlantique.chambagri.fr)

 **Maine-et-Loire**  
Elisabeth Cocaud  
14 avenue Jean Joxé, CS 80646 - 49006 ANGERS Cedex  
→ Tél. 02 41 96 75 41  
E-mail : [elisabeth.cocaud@maine-et-loire.chambagri.fr](mailto:elisabeth.cocaud@maine-et-loire.chambagri.fr)

 **Mayenne**  
Brigitte Lambert  
Parc Technopole - Rue Albert Einstein  
Changé BP 36135 - 53061 LAVAL Cedex 9  
→ Tél. 02 43 67 36 84  
E-mail : [brigitte.lambert@mayenne.chambagri.fr](mailto:brigitte.lambert@mayenne.chambagri.fr)

 **Sarthe**  
Florence Letailleur  
15 rue Jean Grémillon - 72013 LE MANS Cedex 2  
→ Tél. 02 43 29 24 57  
E-mail : [florence.letailleur@sarthe.chambagri.fr](mailto:florence.letailleur@sarthe.chambagri.fr)

 **Vendée**  
Paulette Hurel  
Boulevard Réaumur - 85013 LA ROCHE-SUR-YON Cedex  
→ Tél. 02 51 36 83 87  
E-mail : [paulette.hurel@vendee.chambagri.fr](mailto:paulette.hurel@vendee.chambagri.fr)

# Étude coordonnée par la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Avec l'appui de la Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire :

## **AFOCG 44**

Marie-Cécile Desmars  
17 rue du Meunier  
44880 SAUTRON  
→ 02 40 63 39 11

E-mail : [afocgatlantique@orange.fr](mailto:afocgatlantique@orange.fr)

## **AFOCG 49-85**

Dominique Barreaud  
51, rue Charles Bourseul  
Espace Bell - BP 51 85002  
LA ROCHE SUR YON Cedex  
→ 02 51 46 23 99

E-mail : [contact@afocg.fr](mailto:contact@afocg.fr)

## **AS 44**

Yvonnick Bonnet  
Maison de l'agriculture  
Rue Pierre-Adolphe Bobierre  
La Géraudière  
44939 NANTES Cedex 9  
→ 02 40 16 36 48

E-mail : [contact@as44.fr](mailto:contact@as44.fr)

## **AS 49**

Francis Houlet  
14, avenue Jean Joxé  
CS 80646  
49006 ANGERS Cedex 01  
→ 02 85 35 75 00

E-mail : [francis.houlet@as49.fr](mailto:francis.houlet@as49.fr)

## **AS CEFIGA**

Jean-Marie Lhommeau  
La Maison des agriculteurs  
9, rue Jean Grémillon  
72013 LE MANS Cedex 02  
→ 02 43 43 68 68

E-mail : [jean-francois.beaujean@plus.agri72.com](mailto:jean-francois.beaujean@plus.agri72.com)

## **CEGAO**

Jérôme Cousquer  
8, rue du Bon Puits  
49480 SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU  
→ 02 41 88 60 22

E-mail : [j.cousquer@cegaio.com](mailto:j.cousquer@cegaio.com)

## **CERFRANCE 44**

Médard Bouré  
8, rue de Laponie - BP 4113  
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE Cedex  
→ 02 28 09 35 00

E-mail : [mboure@cerfrance44.fr](mailto:mboure@cerfrance44.fr)

## **CERFRANCE 49**

Gaël Planchais  
29, avenue Jean-Joxé - BP 60411  
49104 ANGERS Cedex 02  
→ 02 41 33 66 66

E-mail : [gplanchais@49.cerfrance.fr](mailto:gplanchais@49.cerfrance.fr)

## **CERFRANCE 53-72**

Pierre Chambard  
Rue Albert Einstein  
Parc Technopole de Changé - BP 26116  
53061 LAVAL Cedex 9  
→ 02 43 49 84 00

E-mail : [pchambard@53-72.cerfrance.fr](mailto:pchambard@53-72.cerfrance.fr)

## **CERFRANCE 85**

Didier Dupont  
15, rue Jacques-Yves Cousteau - CS 10003  
85036 LA ROCHE SUR YON Cedex  
→ 02 51 48 94 73

E-mail : [ddupont@85.cerfrance.fr](mailto:ddupont@85.cerfrance.fr)

## **COGEDIS**

Michel Hobé  
Zone artisanale Croas ar Nezic  
29800 SAINT-THONAN  
→ 02 98 20 35 00

E-mail : [michel.hobe@cogedis.com](mailto:michel.hobe@cogedis.com)

## **COMPTACOM GECAGRI**

Vincent Vogt  
247, avenue des Français Libres - CS 71015  
53010 LAVAL Cedex  
→ 02 43 64 17 17

E-mail : [vincent.vogt@compta.com](mailto:vincent.vogt@compta.com)

## **PROCONSEIL**

Vital Lemasson  
25, rue du Général de Gaulle - BP 32  
85120 LA CHATAIGNERAIE  
→ 02 51 69 61 12

E-mail : [contact@proconseil-cga.com](mailto:contact@proconseil-cga.com)



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRES D'AGRICULTURE  
PAYS DE LA LOIRE



Regroupement des établissements de la  
Filière Porcine, Avicole, de la Poultry, de la Santé, de la Qualité



Regroupement des établissements de la  
Filière Agricole, de la Santé, de la Qualité, de la Qualité



Regroupement des établissements de la  
Filière Agricole, de la Santé, de la Qualité, de la Qualité



Centre de Gestion  
Agricole de l'Ouest

